

La tâche n'est pas simple pour garder une mémoire collective. Devant la réalité d'un projet aussi difficile à porter, nous avons fait le choix de lancer un appel à dons pour se doter d'un local pouvant accueillir nos activités : l'ensemble du fonds, la bibliothèque, un espace pour la consultation et un bureau pour l'administratif. Reste à transformer l'essai.

La réalisation de ce projet dépend de l'apport financier et de l'énergie de toutes et de tous. Cette participation repose sur des principes de bénévolat et de solidarité.

En 2013, pour plus de visibilité nous créons un **site internet: <http://cras31.info>**

Vous pouvez le consulter pour plus d'information sur l'association et pour suivre l'avancée du projet local.

Cordialement, le CRAS
Toulouse février 2016

Informations pratiques :

Adresse mail : cras.toulouse@wanadoo.fr

Adresse postale : CRAS BP 51026 31010
Toulouse cedex 6

Chèque à l'ordre CRAS (marquer au dos du chèque « don pour local »). Reçus fiscaux pour déductibilité en cours d'obtention.

Virement : code banque 17807 – code guichet 00001 numéro de compte 35421721195
clé RIB 10

Virement IBAN : FR76 1780 7000 0135 4217
2119 510 Adresse SWIFT (BIC) :
CCBPRPPTLS

UN LOCAL POUR LE CRAS



Conserver et transmettre une mémoire de luttes sociales

A toutes et tous,

Nous vous informons de la constitution d'une caisse de solidarité financière en vue de l'acquisition d'un local pour notre association, un espace pérenne et indépendant de toutes institutions et organisations. Il s'agit d'un appel à dons (financier, immobilier, matériel) pour se doter d'un lieu qui regroupera le fonds d'archives et un espace de travail et d'expression accessible au public.

Le CRAS (Centre de Recherche pour l'Alternative Sociale) est un regroupement d'archivistes indépendantEs et bénévoles créé en 1979. Domicilié actuellement à Toulouse, il conserve une mémoire matérielle des luttes sociales (luttes étudiantes, ouvrières, environnementales, féministes, anti-carcérales, antimilitaristes...) et des idées et pratiques émancipatrices. Ces archives concernent particulièrement la région toulousaine mais aussi la France et l'international, elles portent sur la période de 1940 à nos jours. C'est une mémoire disponible pour les luttes d'aujourd'hui.

Au fil des années, grâce aux apports de fonds personnels et aux archivistes engagéEs sur le terrain, nous avons enrichi les archives de nombreux matériaux : textes, journaux, brochures, tracts, affiches, photos, dossiers, livres... Des dizaines de mètres linéaires de rayonnage...

Le CRAS publie aussi quelques ouvrages et brochures, il participe à des rencontres autour de mouvements sociaux, il est présent chaque année sur plusieurs salons du livre.

Ces archives alimentent régulièrement des travaux historiques et politiques (thèses, livres, films, expositions...). MilitantEs, chercheurEs, créateurEs, producteurEs, historiennEs ou simples curieuxEs y satisfont leurs besoins de sources que nous nous évertuons à transmettre. Un travail d'échange avec d'autres centres d'archives permet d'orienter les utilisateurEs ou de compléter des collections.

Le CRAS est affilié à la Fédération internationale des centres d'études et de documentation libertaire (FICEDL).

Ce fonds d'histoire sociale est important et unique, il fait partie du patrimoine culturel commun. Notre association a une réelle utilité publique.

En 2001, nous perdons notre local suite à l'explosion de l'usine chimique AZF. En 2005, toujours sans local, nous signons une convention avec la mairie de Toulouse. Nous déposons une partie du fonds au sein des archives municipales. Mais notre souplesse de fonctionnement associatif est incompatible avec les prérogatives et les contraintes institutionnelles. Les rigueurs administratives compliquent l'accès aux documents.

En décembre 2008, l'association demande le concours de la municipalité pour l'attribution d'un local. La mairie nous alloue alors un réduit insuffisant de 5m². Pendant six ans nous réitérons notre demande, sans résultat. En 2014, à la suite des élections municipales nous renouvelons notre requête à la nouvelle majorité municipale. Nous n'avons eu à ce jour aucune réponse positive.

Aujourd'hui, par manque de locaux, ces archives sont en danger et méritent toute notre attention. La dispersion actuelle du fonds rend difficiles sa conservation, son traitement, sa diffusion et une gestion sereine. Nous n'avons jamais voulu investir dans des solutions de stockage aléatoires (occupation illégale, hébergement précaire, location coûteuse). Jusqu'à présent l'autonomie financière de l'association nous a semblé la meilleure garantie pour conserver et faire vivre ces archives.